

HAMIT  
BOZARSLAN

L'anti-démocratie  
au XXI<sup>e</sup> siècle

Iran, Russie, Turquie

**CNRS EDITIONS**



# L'anti-démocratie au XXI<sup>e</sup> siècle

## Du même auteur

*Crise, violence et dé-civilisation. Essai sur les angles morts de la cité*, Paris, CNRS Éditions, 2019.

*Qu'est-ce une révolution ? États-Unis, France, Monde arabe* (avec G. Demelmestre), Paris, Cerf, 2016.

*Révolution et état de violence. Moyen-Orient 2011-2015*, Paris, CNRS Éditions, 2015.

*Comprendre le génocide des Arméniens* (avec V. Duclert et R. Kevorkian), Paris, Tallandier, 2015, (2<sup>e</sup> éd. 2016).

*Le Luxe et la violence. Domination et contestation chez Ibn Khaldûn*, Paris, CNRS Éditions, 2014 (trad. en turc et en polonais ; prix « Med 21-Ibn Khaldûn 2016 »).

*Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours*, Paris, 2013, Tallandier. (3<sup>e</sup> éd. revue 2017, trad. en turc).

*Passions révolutionnaires. Amérique latine, Moyen-Orient, Inde* (avec G. Bataillon et Ch. Jaffrelot), Paris, Éditions de l'EHESS, 2011 (trad. en anglais).

*Sociologie politique du Moyen-Orient*, Paris, la Découverte, 2011 (trad. en turc en italien).

*Conflit kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient*, Paris, Autrement, 2009.

*Une histoire de la violence au Moyen-Orient. De la fin de l'Empire ottoman à al-Qaida*, Paris, La Découverte, 2008 (trad. en arabe, en espagnol et en turc).

*100 mots pour dire la violence dans le monde musulman*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2005.

(Suite en fin d'ouvrage)

Hamit Bozarslan

L'anti-démocratie  
au XXI<sup>e</sup> siècle

Iran, Russie, Turquie

**CNRS ÉDITIONS**

15, rue Malebranche – 75005 Paris



# Sommaire

INTRODUCTION. La bougie du menteur.....	9
PRÉLUDE. Le legs d'un passé récent.....	29
CHAPITRE 1. LE SYSTÈME ANTI-DÉMOCRATIQUE.....	41
Une démocratie formelle.....	41
La « nouvelle noblesse » d'État.....	48
Structures paramilitaires et paraétatiques .....	53
CHAPITRE 2. ERDOGANISME, POUTINISME, VÉLAYETISME :	
UN HÉRITAGE INCARNÉ.....	69
Le cadre historique.....	69
Le climat intellectuel des années 1970-1990 .....	83
La figure du leader : porter l'histoire, s'émanciper de l'histoire .....	92
CHAPITRE 3. UN ÉTAT-CARTEL .....	107
Le leader et son double.....	107
Blocs hégémoniques anti-démocratiques .....	113
La haute kleptocratie.....	123
Une élite d'opportunité.....	135

CHAPITRE 4. UNE VISION DU MONDE.....	145
Le temps de la nation ou l'histoire comme guerre.....	145
Une nation-confession.....	149
Une nation-Empire .....	151
Les espaces de la nation ou les terres de violence .....	157
L' <i>hubris</i> et la puissance de nuisance .....	162
Un désir de revanche, une pratique de guerre .....	172
Kairos en guerre contre Chronos.....	183
CHAPITRE 5. UN MONDE CONTRE LE LIBÉRALISME.....	197
Le système juridique.....	197
La vulgarité comme « haute culture » .....	208
Régner par le mensonge.....	221
Le pragmatisme, la peur et la colère.....	231
Le « pacte faustien » peut-il réussir ? .....	235
CONCLUSION. Quel avenir pour les anti-démocraties ? .....	243
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE.....	257
CHRONOLOGIE SOMMAIRE .....	261
REMERCIEMENTS.....	275
INDEX.....	277

# Introduction

## La bougie du menteur

« Bon, nous voici déjà de nouveau arrivés  
à la limite de notre sagesse, à l'endroit où,  
chez vous autres humains, l'esprit se détraque.  
Pourquoi t'associer à nous,  
si tu ne peux pas aller jusqu'au bout ?  
Tu veux voler et n'es pas à l'abri du vertige ?  
Est-ce nous qui sommes venus te chercher, ou toi, nous [...] ?  
Et le danger auquel tu t'exposes ? Sache-le : sur la ville  
pèse encore l'homicide commis par ta main.  
Sur le lieu où tomba la victime planent des esprits vengeurs<sup>1</sup>. »

En 2000, Pierre Rosanvallon suggérait un nouveau concept pour qualifier le régime bonapartiste, celui de « démocratie illibérale<sup>2</sup> ». Ce terme fut ensuite utilisé pour décrire les régimes anti-démocratiques ou semi-démocratiques qui virent le jour dans les années 2000-2010<sup>3</sup>. Il coexiste avec d'autres comme

1. Goethe, *Faust*, Paris, Aubier, 1981, p. 147-148.

2. Pierre Rosanvallon, *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000.

3. Fareed Zakaria, *L'Avenir de la liberté. La démocratie illibérale aux États-Unis et dans le monde*, Paris, Odile Jacob, 2013 ; Kim Lane Scheppele, « Autocratic Legalism », *The University of Chicago Law Review*, 2018 (en ligne).

l'« autoritarisme mis à jour », l'« État-cartel », le « régime hybride », l'« autoritarisme compétitif », la « démocratie autoritaire », ou l'« autoritarisme démocratique ».

L'ouvrage que nous proposons ne permettra sans doute pas de sortir de cette profusion conceptuelle qui s'amplifie au fil des années<sup>4</sup> et n'est d'ailleurs pas dénuée de valeur heuristique. En utilisant le terme quelque peu vague d'« anti-démocratie<sup>5</sup> », nous ne cherchons pas davantage à imposer un nouveau concept qui éclipserait les autres, mais simplement à faire avancer le débat sur un « objet politique non identifié<sup>6</sup> » à partir de plusieurs cas qui nous sont familiers. En proposant ce terme, nous souhaitons avant tout souligner la particularité de certains régimes du XXI<sup>e</sup> siècle qui se considèrent explicitement comme des réponses nationales, anti-universalistes, viriles et guerrières au système démocratique « cosmopolite », « efféminé » et « corrompu ». À l'inverse des pouvoirs autoritaires classiques du passé, qui se méfiaient le plus souvent des mobilisations populaires, ces régimes, pourtant en partie pluralistes, refusent de reconnaître une distinction

4. Voir notamment : Yasha Mounk, *The People's Democracy. Why our Freedom is in Danger? How to Save it?*, Harvard, Harvard University Press, 2018 ; Steven Levitsky, Daniel Tizbat, *How Democracy Die?*, New York, Viking Press, 2017 ; Timothy Snyder, *The Road to Unfreedom. Russia, Europe, America*, New York, Jim Duggan Books, 2018 ; David Runciman, *How Democracy Ends?*, Londres, Profile Books, 2018. Pour une lecture regroupée de ces ouvrages, voir : Adam Tooze, « A Democracy and its discontents », *New York Review of Books*, 6 juin 2019 (en ligne) ; Michel Duclos (dir.), *Le Monde de nouveaux autoritaires*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2019.

5. Dans leur ouvrage intitulé *Anti-démocratie*, Sandra Laugier et Albert Ogien (Paris, La Découverte, 2017) utilisent pour leur part ce terme afin d'analyser les phénomènes dits « populistes » qu'on observe dans les démocraties occidentales.

6. Cf. Denis-Constant Martin (dir.), *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, 2002.

entre la politique interne et la politique externe : toutes deux sont définies comme un unique champ de guerre. Dans leur lutte contre les « traîtres » de l'intérieur et les « ennemis » de l'extérieur, ils soumettent par conséquent leurs populations à un constant test de loyauté.

Parmi les anti-démocraties contemporaines nous nous focalisons sur trois pays, l'Iran, la Russie et la Turquie. Nous reviendrons ultérieurement sur les raisons de ce choix, qui s'opère par rapport à la « dictature numérique » chinoise<sup>7</sup>, et non aux expériences dites populistes aux États-Unis ou en Europe. Un mot s'impose cependant à leur sujet. Aux États-Unis comme en Europe occidentale, les piliers structurants de l'espace politique post-1945, à savoir la gauche et la droite « centristes », sont aujourd'hui considérablement affaiblis. Des figures comme Donald Trump et Boris Johnson œuvrent non pas en continuateurs mais en fossoyeurs de la droite « respectable » américaine et britannique, que les *establishments* républicain et conservateur ont tenté en vain de préserver. Ils se prêtent davantage à des comparaisons avec Andrew Jackson au XIX<sup>e</sup> siècle et Juan Perón ou Getúlio

7. Le régime chinois est considéré, à juste titre, comme le modèle le plus abouti de l'anti-démocratie tant il est moderne, voire postmoderne par sa puissance économique, sa technologie et sa science, l'aménagement de son espace urbain et ses moyens de communication et pourtant également archaïque par l'interprétation nationaliste et autoritaire qu'il fait du confucianisme qu'il ne cesse de brutaliser, par ses structures de pouvoir qui, malgré ses « habits neufs » reproduisent la théâtralité grotesque des régimes totalitaires du passé, de Staline à Enver Hoxha en passant par Ceausescu, et encore par son culte du secret au cœur même de l'ingénierie du pouvoir. Voir : François Bougon, *La Chine sous contrôle. Tiananmen 1989-2019*, Paris, Le Seuil, 2019 ; Frédéric Lemaître « Xi Jinping s'invite dans le smartphone des Chinois », *Le Monde*, 19 février 2019 ; et le dossier « Aux couleurs de la Chine », *Esprit*, n° 470, 2020.

Vargas au xx<sup>e</sup>, qu'avec Ronald Reagan et Margaret Thatcher. Outre ces exemples, les cas des Pays-Bas, de l'Autriche, du Danemark ou de l'Italie, dans lesquels les droites radicales/souverainistes accédèrent au pouvoir comme composante d'une coalition plus large, montrent que l'institutionnalité démocratique continue de fonctionner dans les démocraties anciennes et garde, pour le moment du moins, une réelle autonomie par rapport au champ partisan.

Le bilan n'est pas aussi rassurant dans certains anciens pays du bloc socialiste : les régimes hongrois et polonais, notamment, brutalisent les institutions démocratiques – sans les supprimer –, et se barricadent dans un temps et un espace définis en termes exclusivement « nationaux ». La « nation » dont ils se veulent l'incarnation, voire la réincarnation (compte tenu de leur culte des valeurs supposées éternelles), est soumise à un siège en règle. Heureusement, la nostalgie des origines et les ressentiments à l'égard de l'« Occident » qui s'y expriment restent (encore ?) confinés aux musées ou aux manuels scolaires, sans déboucher sur des projets irrédentistes. Ces régimes ne considèrent pas l'« Occident » comme leur ennemi « ontologique » : dans leur construction historique comme dans leur lecture du présent, l'Europe de l'Ouest demeure cet « autre nous » qui n'est pas tout à fait *nous*, qui *nous* a « trahis » par le passé en acceptant la mainmise nazie ou soviétique sur cette partie de l'Europe et qui aujourd'hui veut *nous* imposer son modèle « souillé » de libéralisme et sa théorie du « grand remplacement<sup>8</sup> ». Ce ressentiment n'est pas exprimé à l'égard

8. Pour cette « théorie », élaborée notamment par Renaud Camus, voir : Louis-Georges Tin, « Le thème du “grand remplacement” relève de l'incitation à la haine raciale », *Libération*, 22 mars 2019.

des États-Unis, dont les pouvoirs de ces pays demeurent très proches.

\* \*  
\*

Les régimes iranien, russe et turc analysés ici ne rejettent pas non plus le principe électoral et disposent souvent d'un parlement, d'une Cour constitutionnelle, d'une Cour des comptes ou encore de structures partisans. Ils privent toutefois cette charpente institutionnelle d'autonomie, interdisant dans la pratique toute possibilité de contrôle et d'équilibre des pouvoirs, de même qu'une quelconque alternance politique. Ils se pensent comme une réponse nationale et radicale à la démocratie libérale, coupable d'avoir détruit la nation comme entité organique. Cette dernière est considérée en termes irrédentistes : la violente nostalgie d'Empire et la volonté de revanche sur l'histoire – noyau dur de leurs idéologies officielles – étayent un discours d'inimitié qui déborde des livres scolaires, des cimaises des musées ou des séries télévisées pour s'incarner dans une pratique belligère réelle, de proximité ou à distance.

Tous trois affichent l'ambition de restaurer un ordre ancien, antérieur aux expériences d'occidentalisation du XVIII<sup>e</sup> siècle, par une combinaison de coercition étatique et de violence politique et sociale. À leurs yeux, l'« Occident » aurait triomphé, aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, non grâce à sa supériorité économique ou militaire, mais par l'aliénation sournoise des sociétés ottomane, russe et persane au travers de leurs « élites » traîtresses, agents de destruction d'un tissu collectif jusqu'alors inaltéré. Retrouver l'invincible puissance passée exigerait par conséquent d'éradiquer l'héritage néfaste de ces siècles, pour

refonder la « nation » sur ses « valeurs authentiques », sa « pureté ontologique » et « sa mission historique », préservées au plus profond de son « âme » pure.

\* \*  
\*

Ces trois anti-démocraties partagent indéniablement nombre de traits avec celles du passé, et avec ce qu'Umberto Eco définissait comme l'« ur-fascisme » ou le « fascisme éternel<sup>9</sup> », d'où notre choix d'allers-retours constants entre les années 1920-1940 et le temps présent. Comparés aux démocraties, « essentiellement conservatrices », les pouvoirs iranien, russe et turc sont « authentiquement révolutionnaires », au même titre que les totalitarismes du passé<sup>10</sup> ; ce sont des régimes et non des États au sens légal-rationnel du terme, plus proches de sectes que de formations partisans<sup>11</sup>. Comme les partis totalitaires qualifiés par Hannah Arendt d'« organisations secrètes œuvrant au grand jour<sup>12</sup> », ils évoluent dans l'illégalité permanente et violente, y compris selon les critères de leurs propres systèmes juridiques. Ils en tirent une grande vitalité,

9. Pour le texte intégral en français, voir Suni Saint Auguste, « Umberto Eco. 14 signes pour reconnaître le fascisme », *Les Nouveaux dissidents* (en ligne).

10. Raymond Aron, *Croire en la démocratie, 1933-1945*, Paris, Fayard, 2017, p. 82.

11. « Le parti veut faire valoir ses objectifs dans l'État, la secte veut triompher de l'État par ses objectifs propres. Le parti veut parvenir au pouvoir dans l'État, la secte veut soumettre l'État à sa forme d'existence. Le parti veut se fondre en lui, la secte veut parvenir au pouvoir en fondant l'État en elle. » Julius Fröbel (1848), cité dans Jürgen Habermas, *Parcours I (1971-1989). Sociologie et théorie du langage. Pensée post-métaphysique*, Paris, Gallimard, 2018, p. 481.

12. Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard, 2013, p. 701-706.

car l'absence de contrainte légale leur offre des possibilités infinies d'action. Ils conçoivent le « peuple-nation » comme une entité homogène, organique et métahistorique, incarné par son leader. Cette fusion charnelle entre un « homme », source autant qu'horizon, et la « masse » anonyme, érige le premier en seul détenteur de légitimité et lui confère des pouvoirs potentiellement illimités.

Ces régimes ne font pas de distinction entre la nation – corps abstrait censé être métahistorique, construit sur le principe d'unité – et le peuple réel, divers et traversé de conflits. Dans leur lecture, le peuple-nation porte la mission historique dont il aurait été chargé à l'aube de l'humanité : dominer le monde pour lui apporter justice, harmonie et civilisation, au prix d'une épreuve militaire permanente. Marqué par les méfaits de l'« ennemi », intérieur ou extérieur, et les conséquences dramatiques de la rupture de la mission historique, le passé n'aurait légué au présent que l'humiliation nationale. Épreuve d'endurance, le présent serait, quant à lui, chargé de penser et de préparer la revanche de Kaïros, dieu du moment opportun et de la volonté, sur Chronos, dieu du temps institué<sup>13</sup>. Ce nationalisme morbide, à forte tonalité maurassienne, interdit tout principe d'égalité entre les nations : de gré ou de force, si nécessaire au prix de sacrifices considérables, le « peuple-nation » doit régner en maître sur le monde, auquel il apportera protection et prospérité en contrepartie de sa soumission.

\* \*  
\*

13. Voir : Karl Mannheim, *Idéologie et utopie*, Paris, Marcel Rivière, 1956, p. 167 ; et François Hartog, *Chronos. L'Occident aux prises avec le temps*, Paris, Gallimard, 2020.

Ces dénominateurs communs, détaillés dans les pages suivantes à partir d'une série de discours, de textes officiels ou semi-officiels, ne permettent cependant pas d'établir une identité complète entre les anti-démocraties actuelles et celles du passé. L'une des différences majeures réside dans leurs contextes historiques respectifs. Comme l'avait saisi Elie Halévy dès 1936, il serait impossible de comprendre l'émergence des dictatures du xx<sup>e</sup> siècle sans prendre en compte l'effondrement européen lors de la Première Guerre mondiale. « L'ère des tyrannies », écrivait-il, « date du mois d'août [1914] », soit du début du processus d'« étatisation » de l'économie et de la pensée qui naît à la faveur du conflit. « C'est de ce régime de guerre, beaucoup plus que de la doctrine marxiste, que dérive le socialisme d'après-guerre<sup>14</sup>. » Dans les champs de bataille et les terribles tranchées du conflit, la nation, devenue l'objet unique de l'histoire, a aussi été définie comme une classe prolétarienne, en guerre permanente contre les autres nations-classes, exploitantes et dominantes, aidées de leurs « valets » internes.

La « Grande Guerre » ne s'est pas résumée à une expérience certes traumatique, mais qu'on pourrait laisser derrière soi, comme les victoires et les défaites du passé. Bouleversant profondément l'Europe, elle a constitué le socle de nouvelles visions du monde et de programmes d'avenir inédits. Selon Halévy, la « philosophie » de Mussolini et d'Hitler était typique des « anciens combattants<sup>15</sup> » obsédés par les « traîtres intérieurs » à éradiquer pour mieux réorganiser la nation en une « armée » et la mettre en « ordre de bataille ».

14. Élie Halévy, *Ceuvres complètes*, t. II, *L'Ère des tyrannies. Études sur le socialisme et la guerre*, Paris, Les Belles lettres, 2016, p. 280.

15. *Ibid.*, p. 316.

Par son atrocité démesurée, la Guerre de 14 a légitimé le darwinisme social et l'usage banalisé de la force brute. Elle a érigé la revanche en horizon de rédemption pour l'Allemagne vaincue, pour l'Italie en manque de reconnaissance, comme pour une Russie orpheline de sa révolution mondiale. En plantant la mort au cœur de la vie, en pleine Europe, elle a discrédité jusqu'à l'idée d'humanisme ou de libéralisme, pour glorifier l'antilibéralisme, avenir irréductible de l'humanité.

En dépit du discrédit dont souffre la démocratie de nos jours un peu partout dans le monde, le discours antidémocratique des trois pays qui nous occupent ne peut faire sens que dans un cadre strictement national, sans possibilité aucune de devenir universel. Quelle que soit la prégnance des nationalismes narcissiques observés sur le Vieux Continent, on voit mal les sociétés européennes évoquer de nouveau la nécessité de se doter d'un « espace vital » ou de préparer une quelconque « revanche historique » sur les ennemis d'hier. De même, la « guerre commerciale » que les États-Unis livrent aussi bien à leurs adversaires qu'à leurs alliés est loin de prendre la forme d'une guerre de conquête, d'extermination ou d'accomplissement d'une mission historique universelle. Dès lors, le drame de l'histoire comme guerre permanente entre des « nations-en-armes » en lutte pour la survie et pour l'accomplissement de leurs missions historiques se joue, pour ainsi dire, à huis clos, tout entier centré sur la scène iranienne, russe ou turque et leurs régions frontalières, sans incidence sur la pensée politique ou l'univers intellectuel contemporain.

Les sociétés où règnent les anti-démocraties sont cependant de leur temps, c'est-à-dire hautement différenciées, théâtres d'un processus d'individuation qui se traduit par

une réelle chute de natalité. Elles se prêtent infiniment moins que par le passé à des projets d'organisation militaire de leurs populations masculines ou de militarisation totale de leurs économies. Le président turc Erdoğan et le Guide Suprême iranien Khamenei peuvent répéter à l'envi que leurs nations doivent compter respectivement 100 ou 150 millions d'âmes pour atteindre leur apogée économique et militaire, et Poutine rappeler que « la nation doit être préservée et reproduite<sup>16</sup> », leurs injonctions restent sans effet dans la pratique. Si les « masses » peuvent être sensibles aux discours de leurs dirigeants, intérioriser leurs théories de guerre et du complot, elles n'acceptent pas pour autant d'être encadrées jusque dans leur « moindre cellule » par un parti-État, comme autrefois dans les régimes totalitaires. Elles peuvent célébrer jusqu'à l'extase une « victoire » contre les « ennemis », même symbolique ou sportive, elles ne sont pas pour autant prêtes à la mort sacrificielle pour le peuple-nation ou son leader.

Incapables d'engendrer la violence indispensable pour mener la guerre en externe comme assurer leur survie en interne, les régimes anti-démocratiques se trouvent obligés de l'« acheter » là où elle est disponible, autrement dit dans des forces paramilitaires (cosaques ou caucasiennes, mercenaires djihadistes sunnites, jeunes chiïtes afghans ou pakistanais...), au risque de fragiliser leur cohésion. Malmené par une litanie d'instabilités politiques et de crises économiques, le « peuple-nation » peine à trouver en lui seul la légitimation dont il a besoin pour accomplir sa mission historique. Contrairement aux modèles allemand, italien et russe des années 1920-1930, il ne peut

16. Andrei P. Tsygankov, *Russia's Foreign Policy. Change and Continuity in National Identity*, Lanham-Boulder, Rowman & Littlefield, 2016, p. 237.

être sacralisé que par le recours à des références externes, notamment religieuses (« bras armé de l’islam », « nation sacrificielle de l’orthodoxie », « nation porteuse du deuil de l’imam Hussein », petit-fils de Muhammed tué en 680 à Karbala). Cette quasi-fusion avec une religion, mieux encore une confession, fragilise pourtant la nation à double titre : à force d’être répété et utilisé en dispositif disciplinaire, l’argument religieux finit par s’épuiser ; et quand il parvient à susciter encore quelque adhésion, il vide l’entité nationale de sa spécificité, mettant à mal sa prétention à régner en maître et seigneur.

Autre distinction avec les totalitarismes du passé : la faible emprise « organique » des régimes anti-démocratiques sur leurs sociétés leur interdit aussi de militariser leurs économies. Ce défaut rend illusoire la mise en place d’une politique de redistribution pour tous, susceptible de produire un lien organique, potentiellement sacrificiel, entre *chaque individu* et la collectivité nationale incarnée par le « chef ». Ces pouvoirs ne sont pas « égalisateurs » de leurs sujets comme ce fut en partie le cas des totalitarismes du xx<sup>e</sup> siècle. Ils installent des mécanismes clientélistes qui les dotent d’une solide base sociale et leur permettent de construire un bloc hégémonique ; ils ne donnent pas pour autant naissance à un système intégrant tout un chacun. Les anti-démocraties sont dès lors contraintes de financer leur paramilitarisation et leurs politiques clientélistes sur des fonds publics, avec la corruption massive qui les accompagne – au risque d’accroître les inégalités, les mécontentements sociaux et d’éroder leur légitimité.

Ces différences avec les totalitarismes du passé ont un impact indéniable sur la manière de concevoir la résistance à ces régimes. Dans les cas que nous étudions, nombre

d'espaces de résistance, tantôt ouvertement politiques, tantôt socioculturels, parviennent à se maintenir malgré la répression et la mort (physique ou civile) qui menace les dissidents à chaque instant. La survie ultime de ces lieux de vie et de sens dépendra autant de leur dynamisme interne que des soutiens qu'ils pourraient trouver auprès des démocraties.

\* \*  
\*

De la Chine à l'Inde, du Brésil au Venezuela, de nombreux régimes des années 2010-2020 peuvent être considérés comme des anti-démocraties. Notre étude se limite aux seuls cas iranien, russe et turc, dont nous suivons l'évolution depuis de longues années et qui nous sont familiers de par leurs implications sur des terrains de violence au Moyen-Orient. Au-delà du seul domaine militaire, leurs interventions armées en Irak, en Syrie, au Yémen, au Liban ou en Libye, qui produisent des conséquences dévastatrices pour ces sociétés, révèlent aussi leurs processus de paramilitarisation, leurs lectures du passé et leurs projections pour l'avenir. Nous sommes bien entendu attentif aux trajectoires historiques contrastées de ces trois pays et aux différences majeures qu'ils présentent de nos jours. Malgré leurs spécificités, cependant, ils apparaissent comme des « idéaux-types » des anti-démocraties frustrées du XXI<sup>e</sup> siècle.

À la différence du régime chinois, estimant rétablie sa grandeur passée et se réclamant d'un nouvel âge d'or, pour les pouvoirs russe, turc et iranien, la « restauration », autrement dit le rétablissement du peuple-nation dans sa pureté originelle, est posée en condition *sine qua non* d'un futur

L'ANTI-DÉMOCRATIE AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

Yakemenko, Vasily : 66  
Yakovlev, Alexander : 76  
Yakovlev, Vladimir : 126  
Yücel, Deniz : 207  
  
Zaeb, Mahdi : 161

Zanjani, Babak : 123, 133  
Zarrab, Reza : 131, 133  
Zinoviev, Alexandre : 86, 167  
Zolqadr, Baqer : 58  
Zuganov, Gennedy : 183, 244  
Zvyagintsev, Andrey : 202, 220

## Du même auteur (*suite*)

*From Political Struggle to Self-Sacrifice. Violence in the Middle East*, Princeton, Marcus Wiener, 2004.

*Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, 2004 (3<sup>e</sup> éd. 2016, trad. en arabe, en grec, en italien, en kurde et en turc).

*Network-Building. Ethnicity and Violence in Turkey*, Abu Dhabi, ECSSR, 1999.

*La Question kurde. États et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1997.

*Stabilité et dynamiques internes dans la Méditerranée musulmane. Les cas turc, égyptien et algérien*, Turin, Ed. Fondazione Giovanni Agnelli, 1996.

*La Question kurde*, Paris, La Documentation française, 1993.